

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE
SUR SAISIE IMMOBILIERE PAR DEVANT
LE JUGE DE L'EXECUTION DU
TRIBUNAL JUDICIAIRE
D'AIX EN PROVENCE

PREMIER LOT DE VENTE : Sur la commune de FOS-SUR-MER (13270) Allée des Pins, dans un ensemble immobilier dénommé Résidence « La Saladelle » cadastré section BC N°16 à 29-31-33 et 34, un appartement

SECOND LOT DE VENTE : Sur la commune d'ISTRES (13800) 2, rue de l'Horizon, dans un ensemble immobilier dénommé Résidence Boisgelin, cadastré section BB n°397-402-409, un appartement et une place de stationnement.

SAISI AUX REQUETES, POURSUITES ET DILIGENCES DE :

La Société dénommée **LE CREDIT LOGEMENT**, Société Anonyme au capital de 1.253.974.758,25 € ayant son siège social à Paris, 50 Boulevard de Sébastopol et immatriculé au registre du Commerce et des Sociétés sous le n° B 302 493 275, poursuites et diligences de Président du Conseil d'Administration en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

Pour qui domicile est élu au Cabinet de Me **Nicolas SIROUNIAN**, Avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE, y demeurant 23 Cours Mirabeau 13100 AIX EN PROVENCE Cedex 1 tel .04.13.24.13.63 –fax. 04.96.10.11.12, Avocat qui se constitue sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

A L'ENCONTRE DE :



EN VERTU DE :

- de la copie exécutoire d'un jugement rendu par la 1^{ère} Chambre Section B du Tribunal de Grande Instance d'AIX EN PROVENCE le 4 Décembre 2017 (RG 17/01873) signifié à partie le 19 Décembre 2017 et définitif suivant certificat de non appel délivré le 22 Janvier 2018 par la Cour d'Appel d'AIX EN PROVENCE
- d'un commandement de payer valant saisie signifié le 23 Septembre 2019 par Me Stéphane FORNELLI, Huissiers de Justice associés à MARSEILLE publié au 2^{ème} bureau de la conservation des hypothèques d'Aix en Provence le 20 Novembre 2019 volume 2019 S n°45.

SUR UNE MISE A PRIX DE :

- TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €) s'agissant du 1^{er} lot de vente,
- VINGT ET UN MILLE EUROS (21.000€) s'agissant du 2nd lot de vente

POUR AVOIR PAIEMENT DE LA SOMME DE CENT TRENTE CINQ MILLE SIX CENT CINQUANTE HUIT EUROS ET TRENTE TROIS CENTIMES (135.658,33 €) selon décompte arrêté au 16 Juillet 2019.

Ce commandement comporte les énonciations prescrites par l'article 15 du Décret du 27 juillet 2006.

I – FAITS ET ACTES DE PROCEDURE

[REDACTED]

II – DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE

1/ PREMIER LOT DE VENTE :

D'après le titre de propriété

Dans un ensemble immobilier situé à FOS-SUR-MER (Bouches du Rhone) un groupe d'immeubles désigné « La Saladelle » Allée des Pins (RN568) cadastré lieudit « Résidence La Saladelle » :

- section BC n°16 pour 4a 37ca
- section BC n°17 pour 7a 50ca
- section BC n°18 pour 25a 4ca
- section BC n°19 pour 6a 72ca
- section BC n°20 pour 10a 83ca
- section BC n°21 pour 4a 40ca

- section BC n°22 pour 9a 28ca
- section BC n°23 pour 2a 40ca
- section BC n°24 pour 9a 42ca
- section BC n°25 pour 4a 37ca
- section BC n°26 pour 4a 37ca
- section BC n°27 pour 4a 37ca
- section BC n°28 pour 4a 37ca
- section BC n°29 pour 19a 39ca
- section BC n°31 pour 30ca
- section BC n°33 pour 2a 70ca
- section BC n°34 pour 3a 00ca
- section BC n°37 pour 1a 20ca
- section BC n°38 pour 50ca

Le lot numéro DEUX CENT DIX (210) :

Dans l'îlot H, bâtiment 26, un appartement n°191 de type 4G, sis au deuxième étage à droite en arrivant sur le palier, comprenant :

Une entrée, un séjour, trois chambres, une cuisine, une salle de bains, un WC, un cellier séchoir

Et les 251/100.000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Ledit ensemble immobilier ayant fait l'objet d'un état descriptif de division-règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Me BANON, Notaire à ISTRES, le 30 Avril 1974 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 8 Mai 1974, volume 816 n°1

Ledit acte modifié :

- suivant acte reçu par Me BANON, Notaire à ISTRES le 14 Avril 1979 dont une copie authentique a été publiée au 2^{ème} bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 Septembre 1974 volume 947 n°2
- suivant acte reçu par Me PERDIGUERO, Notaire à PORT DE BOUC, le 14 Juin 1989, dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 21 Juillet 1989, volume 89P n°4622,
- suivant acte reçu par Me PIOMBO-ODDOUX, Notaire à ISTRES le 12 Décembre 2008, publié audit bureau des hypothèques le 20 janvier 2009, volume 2009P n°281.

D'après le procès-verbal de description

Maître FORNELLI, Huissier de Justice Associé à MARSEILLE, a établi les 14 Novembre et 3 Décembre 2019 le procès-verbal de description.

Le bien est situé à FOS-SUR-MER (13270) – Résidence « LA SALADELLE », Allée des Pins, bâtiment H26.

L'appartement est situé au deuxième étage à droite en arrivant sur le palier.

Il se compose d'une entrée, d'un salon, d'une salle à manger, d'un dégagement desservant deux chambres, d'une salle d'eau, d'une pièce à usage de rangement d'un WC, d'une cuisine, d'une loggia et d'un séchoir.

ENTREE

La porte d'entrée en bois est équipée d'une serrure centrale et de deux verrous.

Sol : carrelage ancien état d'usage très sale sur toute sa surface.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

SALON

Communiquant avec l'entrée par une ouverture dépourvue de porte.

Sol : linoleum sale et usagé.

Plinthes bois état d'usage.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

Equipement :

- un convecteur fonctionnant avec la chaudière à gaz La pièce est éclairée par un ensemble de fenêtre simple vitrage, encadrement bois donnant sur un balcon.

Cette pièce conduit à une loggia.

LOGGIA

Il est délimité par un garde-corps métallique.

Sol : dalle ciment état d'usage.

SALLE A MANGER

Communiquant avec le salon par une ouverture dépourvue de porte

Sol : linoleum sale et usagé.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

La pièce est éclairée par deux fenêtres, chacune à battant unique, encadrement en bois, simple vitrage, protégée à l'extérieur par un volet pliant à double battant.

Equipement :

- un convecteur fonctionnant avec la chaudière à gaz

DEGAGEMENT

Sol : linoleum sale et usagé

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

Equipement :

- un placard à usage de rangement et de penderie protégé par deux portes coulissantes
- un téléphone interphone.

SALLE D'EAU

Sol : linoléum sale et usagé.

Les murs sont recouverts pour partie d'un carrelage ancien très sale et usagé. Les autres parties murales sont recouvertes d'une peinture sale et usagée. La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

Equipements :

- une cabine de douche équipée d'une colonne de douche
- un lavabo surmonté d'un robinet mitigeur eau chaude/eau froide, posé sur un meuble de salle de bains, trois portes, deux tiroirs.
- un convecteur fonctionnant avec la chaudière à gaz

La pièce est éclairée par deux fenêtres encadrement bois, simple vitrage.

WC

Il s'agit d'une pièce noire.

Sol : linoléum très sale et usagé.

Plinthes carrelées anciennes et usagées.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

Equipement :

- une cuvette WC avec abattant, couvercle et chasse d'eau dorsale
- une aération

CHAMBRE 1

Sol : linoléum très sale et usagé.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

La pièce est éclairée par deux fenêtres, chacune à battant unique, encadrement bois, simple vitrage, protégée à l'extérieur par un volet pliant à double battant.

Equipement :

- un convecteur fonctionnant avec la chaudière à gaz

PIECE A USAGE DE RANGEMENT

Il s'agit d'une pièce noire.

Sol : linoléum très sale et usagé.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

CHAMBRE 2

Sol : linoléum très sale et usagé.

La peinture recouvrant les murs est sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

La pièce est éclairée par une fenêtre à battant unique encadrement bois, simple vitrage, protégée à l'extérieur par un volet pliant à double battant.

Equipement :

- un convecteur fonctionnant avec la chaudière à gaz

CUISINE :

Sol : carrelage ancien état d'usage mais très sale sur toute sa surface

Les murs sont recouverts d'un placage faïencé ancien en état d'usage mais très sale sur toute sa surface

Les autres parties murales sont recouvertes d'une peinture sale et usagée.

La peinture recouvrant le plafond est sale et usagée.

Equipements :

- une chaudière à gaz

- un ensemble de meubles de cuisine en bois haut et bas en mauvais état

- une prise d'eau avec tuyau d'évacuation d'eau pour appareils électroménagers

La pièce voit le jour par deux fenêtres battant unique, cadre bois simple vitrage et par une porte fenêtre, battant unique cadre bois simple vitrage avec châssis fixe vitrée sur le côté droit et en partie supérieure, cadre bois simple vitrage.

Cette pièce conduit à un séchoir.

SECHOIR

Sol : dalle ciment en état d'usage mais sale sur toute sa surface
La peinture recouvrant les murs et le plafond est sale et usagée.

La pièce est éclairée par trois fenêtres coulissantes, cadre aluminium double vitrage équipée à l'extérieur d'un brise vue en bois.

TRES IMPORTANT

Les lieux sont occupés par [REDACTED]

Les lieux sont très sales et sont encombrés par de très nombreux objets divers et variés et dans certaines pièces des vêtements, cartons et détritrus en tous genres jonchent le sol.

L'appartement est équipé d'un tableau électrique comprenant un tableau de fusibles et un disjoncteur.

Le syndic de la copropriété est le Cabinet GESTION DU GOLFE 9 Avenue Camille Pelletan 13270 FOS SUR MER

Le certificat de mesurage des lieux établi par Monsieur NASRATY stipule une surface Loi Carrez de **80.07 m²**.

2/ SECOND LOT DE VENTE :

D'après le titre de propriété

Sur la commune d'ISTRES (13800) dans un ensemble immobilier sis avenue Guynemer, quartier Boisgelin, dénommé « Résidence Boisgelin », comprenant trois immeubles dénommés Bâtiment A, Bâtiment B et Bâtiment C

Cadastré lieudit « Les Craux de Boigelin Nord » :

- section BB n°397 pour 972m²
- section BB n°402 pour 2.294 m²
- section BB n°409 pour 1.402m²

Le lot numéro SIX (6) :

Une place de stationnement, située au rez-de-chaussée, en quatrième position depuis l'extrémité Ouest de la rangée Nord de l'impasse Nord de l'aire de stationnement de la copropriété d'une superficie de 12.50m²
Et les 9/10.000èmes indivis des parties communes générales dont le sol

Le lot numéro QUATRE VINGT DIX NEUF (99) :

Un appartement de type 2, situé au 1^{er} étage en deuxième position depuis l'appartement au Sud du Bâtiment C et comprenant : un séjour avec coin cuisine, un cellier, une chambre, une salle d'eau avec WC d'une superficie habitable de 41m²

Une terrasse à l'Ouest au droit de l'appartement d'une superficie de 5,90m²

Et les 174/10.000èmes indivis des parties communes générales dont le sol.

Ledit ensemble immobilier ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Me Gilles MAHON, Notaire à SALON DE PROVENCE le 27 Décembre 2010 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 13 janvier 2011, volume 2011P n°161

D'après le procès-verbal de description :

Maître FORNELLI, Huissier de Justice Associé à MARSEILLE, a établi le 22 Novembre 2019 le procès-verbal de description.

Le bien est situé 2, rue de l'Horizon, Résidence Boisgelin, bâtiment C2 13800 ISTRES.

L'appartement est situé au premier étage à gauche en arrivant sur le palier.

Il se compose d'un séjour avec coin cuisine, d'un dégagement desservant une salle d'eau avec WC et d'une chambre.

SEJOUR :

La porte d'entrée en aluminium est équipée d'une serrure multipoints.

Sol : carrelage en bon état.

Plinthes carrelées en bon état.

La peinture recouvrant les murs est en bon état.

La peinture recouvrant le plafond est en bon état.

Equipements :

- un convecteur électrique.
- un tableau électrique comprenant un tableau de fusibles, un disjoncteur et un électrique, le tout protégé par une porte métallique.
- Une moustiquaire

La pièce est éclairée par une baie vitrée à deux vantaux coulissants double vitrage cadre aluminium protégée à l'extérieur par un volet roulant électrique.

Cette pièce conduit à un balcon.

BALCON

Il est délimité par un garde-corps

Sol : carrelage bon état d'usage

COIN CUISINE

Sol : carrelage bon état

Plinthes carrelées bon état.

La peinture recouvrant les murs est en bon état.

La peinture recouvrant le plafond est en bon état.

Equipements :

- un convecteur électrique.
- un ensemble de meubles de cuisine hauts et bas.
- un évier inox, bac unique surmonté d'un robinet mitigeur eau chaude/eau froide
- une bouche de VMC
- une plaque de cuisson électrique
- une hotte aspirante
- un four

DEGAGEMENT

Sol : carrelage bon état

Plinthes carrelées bon état.

La peinture recouvrant les murs est en bon état.

La peinture recouvrant le plafond est en bon état.

Equipements :

- un placard à usage de rangement protégé par une porte dans lequel sont présents un cumulus, un robinet d'arrivée d'eau et un tuyau d'évacuation d'eau pour appareils électroménagers

A l'intérieur du placard, le carrelage recouvrant le sol est en bon état.

Il en est de même des plinthes carrelées et de la peinture recouvrant les murs et le plafond.

SALLE D'EAU AVEC WC :

Il s'agit d'une pièce noire

Sol : carrelage bon état

Plinthes carrelées en bon état.

La peinture recouvrant les murs est en bon état.

La peinture recouvrant le plafond est en bon état.

Equipements :

- une cuvette WC avec abattant couvercle et chasse d'eau dorsale.
- un lavabo posé sur un meuble de salle de bains deux tiroirs surmonté d'un robinet mitigeur eau chaude/eau froide.
- une cabine de douche en verre entièrement carrelée équipée de sa robinetterie, robinet mitigeur eau chaude/eau froide, flexible de douche, douchette,
- une bouche de VMC
- un convecteur électrique à air soufflé

CHAMBRE :

Sol : carrelage bon état

Plinthes carrelées bon état.

La peinture recouvrant les murs est en bon état.

La peinture recouvrant le plafond est en bon état.

Equipements :

- un convecteur électrique
- Une fenêtre à un battant double vitrage cadre PVC, protégée à l'extérieur par un volet roulant actionné à l'aide d'une manivelle intérieure
- Un placard à usage de rangement protégé par 4 portes coulissantes. A l'intérieur du placard, le carrelage recouvrant le sol est en bon état. Il en est de même des plinthes carrelées, et de la peinture couvrant les murs et le plafond.

UNE PLACE DE STATIONNEMENT SITUEE AU REZ-DE-CHAUSSEE

Il s'agit d'un emplacement de parking matérialisé par le numéro 8.

TRES IMPORTANT

Les lieux sont vides et inoccupés.

Le syndic de la copropriété est le Cabinet CITYA LES CARMES IMMOBILIER 4 Boulevard Jean Marie l'Huillier 13800 ISTRES

Le certificat de mesurage des lieux établi par Monsieur NASRATY stipule une surface Loi Carrez de **40.11 m²**.

SITUATION D'URBANISME

S'agissant du 1^{er} lot de vente :

Un certificat d'urbanisme d'information n° CU 13039 19 G0016 délivré par la Mairie de FOS SUR MER est annexé au présent cahier des conditions de vente.

S'agissant du 2nd lot de vente :

Un certificat d'urbanisme d'information n° CU 013 047 19 G0065 délivré par la Mairie d'ISTRES est annexé au présent cahier des conditions de vente.

III – ORIGINE DE PROPRIETE

1/ Origine de propriété actuelle

S'agissant du 1^{er} lot de vente :

Ces biens appartiennent à [REDACTED] [REDACTED] par suite et en vertu des actes suivants :

Attestation immobilière suivant acte reçu par Me Olivier DURAND, Notaire à GARDEANNE le 9 Mars 2004, publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 22 Mars 2004, volume 2004 P n°1911,

Suite au décès de Mademoiselle Marie Thérèse Eugénie GALLON, en son vivant retraitée et demeurant à FOS SUR MER (13270) La Saladelle, bâtiment H26, née à SAINT JUST (63) le 23 Mai 1948, célibataire de nationalité française, décédée à MARSEILLE le 31 Octobre 2003.

Audit acte ledit bien a été évalué à la somme de 100.000 euros.

S'agissant du 2nd lot de vente :

Ces biens appartiennent à [REDACTED] par suite et en vertu des actes suivants :

Acquisition en l'état futur d'achèvement suivant acte reçu par Me Jean NICOLAS, Notaire à SAINT CHAMAS le 9 Mars 2004, publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 8 Février 2011, volume 2011 P n°1042.

De la société dénommée SC PAMINA, société civile de construction vente au capital de 1.000 euros, dont le siège est à SALON DE PROVENCE (13300) 455, boulevard de la République, identifiée au SIREN sous le numéro 520061243 et immatriculée au RCS de SALON DE PROVENCE, personne moral ayant son siège en France et résidente au sens de la réglementation fiscale,

Moyennant le prix de 132.000 euros taxe sur la valeur ajoutée incluse, ledit prix stipulé payable au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

2/ Origine de propriété antérieure

S'agissant du 1^{er} lot de vente :

Suivant acte reçu par Maître BANON Notaire à ISTRES, le 6 septembre 1979,

Monsieur Guy Jean-Marie VIEILLARD, employé, et Madame Sylvie Germaine GAUDEL, son épouse, demeurant à FOS SUR MER, la Saladelle.

Nés, Monsieur à MEKNES (Maroc) le 10 janvier 1944, Madame à NANCY le 11 mars 1954.

Mariés sans contrat à ESSEY Lès NANCY le 22 mars 1975.

Ont cédé au profit de [REDACTED] susnommée, le bénéfice du contrat de vente à *terme* du bien immobilier susvisé, qu'ils avaient contracté suivant acte reçu par Maître BANON, notaire à ISTRES, les 11 et 15 septembre 1975, de :

La société d'économie mixte Fosséenne de Réalisations Immobilières (EMFORI), société anonyme d'économie mixte, au capital de 274.000,00 francs, dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de FOS SUR MER, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SALON DE PROVENCE sous le numéro 67 B 61.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'Aix en Provence, le 3 novembre 1975, volume 1288, numéro 13.

L'acte contenant cession du bénéfice de ce contrat de vente a quant à lui été publié au même bureau des hypothèques le 12 septembre 1979 volume 2601 n°18.

Suivant acte reçu par Maître BANON, notaire susnommé, le 6 septembre 1979, il a été constaté le transfert de propriété du *bien* immobilier susdésigné, par la société « EMFORI » au profit de [REDACTED]

Une copie authentique dudit acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'Aix en Provence le 12 septembre 1979 volume 260.

S'agissant du 2nd lot de vente :

Les parcelles sur lesquelles a édifié l'ensemble immobilier appartenait à la **SC PAMINA** par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de, savoir :

1°) Madame Lucette, Gabrielle **RAOUX** (née à MIRAMAS, le 09 Mai 1932), sans profession, veuve de Monsieur Roger Denis, Pierre **FABRE**, demeurant à SALON DE PROVENCE (13300) 311, boulevard Ledru Rolli, Résidence le Monté Carlo,

2°) Madame Dominique, Gilberte, Marie **FABRE** (née à ARCACHON, le 08 Mai 1961), sans profession, épouse de Monsieur Christophe Maurice **CRON**, demeurant à VOB2KO (Canada) Box 188, Wasa, BC,

3°) Monsieur Denis, Gaston, Raoul **FABRE** (né à AIX-EN-PROVENCE, le 27 Octobre 1962), professeur de danse, époux de Madame *Emmanuelle* Anne-Brigitte **DURRIEU**, demeurant à SALON DE PROVENCE (13300) 55, boulevard Léopold Coren,

Suivant acte reçu par Me MAHON le 14 décembre 2010.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix hors taxes, sur lequel une partie a été payée comptant et quittancée en l'acte.
Quant au surplus, il a été stipulé payable *au plus tard le 31 décembre 2010*.

A la garantie du paiement du solde du prix de la vente en principal, intérêts, frais et accessoires et de l'exécution des conditions de la vente, l'immeuble vendu a été affecté par privilège expressément réservé au profit du vendeur avec réserve expresse de l'action résolutoire.

Audit *acte* les vendeurs ont notamment *déclaré* :

En ce qui concerne Madame **RAOUX**,

Qu'elle était veuve en uniques noces dudit Monsieur **FABRE**,

En ce qui concerne Madame **FABRE**,

Qu'elle était mariée en uniques avec ledit Monsieur **CRON** à la mairie de AIX EN PROVENCE (Bouches du Rhône), le 09 octobre 1982, sous le régime de la *communauté* de biens réduite *aux* acquêts,

En ce qui concerne Monsieur **FABRE**,

Qu'il était marié en uniques noces avec ladite Madame **DURRIEU** à la mairie de BIOT (Alpes-Maritimes), le 5 septembre 1992, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts,

Ensemble,

Qu'ils avaient la pleine capacité d'aliéner et notamment :

Qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune des mesures de protection prévues par la loi n° 68-5 du 3 Janvier 1968 portant réforme du régime des incapables majeurs,

Qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi sur le règlement judiciaire ou la liquidation des biens, la faillite personnelle, les banqueroutes et le redressement ou la liquidation judiciaire et qu'ils n'étaient pas en état de cessation de paiements,

Qu'il n'existait aucun obstacle ni restriction à la libre et entière disposition dudit immeuble, notamment par suite d'expropriation, d'existence de droit de préemption, *de* cause de rescision, *résolution*, *annulation* ou toutes autres raisons,

Et que l'immeuble vendu était libre de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Une expédition de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 7 Janvier 2011, volume 2011 P n°161.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

1 — Du chef des époux AGUILLON/CAUSAN

L'immeuble dont est détaché le terrain objet des présentes dépendait de la communauté de biens existant entre les époux **AGUILLON/CAUSAN**, ci-après mieux nommés, par suite de l'acquisition que Monsieur **AGUILLON**

en avait faite seul au *nom et* pour le compte de *la* communauté, de Madame Mathilde Appolonie Denise **AGUILLON** épouse de Monsieur Edouard Marius **LAUDON**, suivant acte reçu par Me FERTE, lors notaire à LE MUY, le 13 octobre 1922, dont une expédition a été publiée au bureau, alors unique, des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 30 octobre 1922, volume 2099, n° 64.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé aux termes d'un acte reçu par Me BENET, lors notaire à MARSEILLE, le 23 octobre 1928.

2 — Décès des époux AGUILLON/CAUSAN

Monsieur Daniel **AGUILLON** et Madame Anne-Marie Thérèse **CAUSAN**, en leur vivant sans profession, demeurant à ISTRES, quartier des Craux, sont décédés, Madame à ISTRES, le 24 juin 1953, et Monsieur à SALON DE PROVENCE, le 20 décembre 1958, laissant pour recueillir leur succession leur fille unique issu de leur union, Madame **FABRE** née **AGUILLON**, ci-après mieux nommée, héritière pour le tout.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Me Hubert CAMILLE, lors notaire à SALON DE PROVENCE, le 12 janvier 1959.

La transmission des biens dépendant de ladite succession a été constatée aux termes d'une attestation immobilière dressée par Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 24 février 1961, dont une expédition a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 02 avril 1961, volume 595, numéro 5.

3— Décès de Madame Gilberte FABRE née AGUILLON

Madame Gilberte Jeanne Thérèse **AGUILLON** (née à ISTRES, le 15 mai 1906), en son vivant sans profession, veuve de Monsieur Raoul Marcel Marie Pierre **FABRE**, demeurant à SALON DE PROVENCE, 55, boulevard Léopold Coren, est décédée à SALON DE PROVENCE, le 23 mars 1980, laissant pour recueillir sa succession son fils unique issu de son union avec son époux : Monsieur Roger **FABRE**, ci-dessus mieux nommé, héritier pour le tout.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 02 juin 1988.

La transmission des biens dépendant de lesdites successions a été constatée aux termes d'une attestation immobilière dressée par Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 16 septembre 1988, dont une expédition a été publiée au deuxième *bureau* des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 26 septembre 1988, volume 88P, numéro 5877.

4 — Décès de Monsieur Roger FABRE

Monsieur Roger Denis Pierre FABRE (né à SALON DE PROVENCE, le 28 avril 1932), en son vivant retraité, demeurant à SALON DE PROVENCE, boulevard Ledru Rollin, numéro 311, résidence Le Monté-Carlo, époux de

Madame Lucette Gabrielle RAOUX, est décédée à AVIGNON (Vaucluse), le 28 janvier 2001, laissant pour recueillir sa succession, savoir :

1°/ Son conjoint survivant ladite Madame Lucette **FABRE** née **RAOUX**,
. Comme légalement commune en biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MIRAMAS (Bouches-du-Rhône), le 27 octobre 1960,
. Comme donataire de la plus forte quotité disponible permise entre époux par la loi des biens devant composer sa succession, en vertu d'un acte de donation reçu *par* Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 14 Octobre 1982,
. Et comme ayant droit, en vertu de l'article 767 du Code civil à l'usufruit du quart des biens composant sa succession, sauf à confondre cet usufruit avec le bénéfice de la donation précitée.

2°/ Et pour seuls héritiers de droit, ensemble pour le tout ou divisément chacun pour moitié, ses deux enfants issus de son union avec son épouse survivante, savoir : - ladite Madame Dominique **CRON** née **FABRE**,
- ledit Monsieur Denis **FABRE**,
Tous sus nommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par ledit Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 02 mars 2001.

La transmission des biens et droits immobiliers dépendant de la succession de Monsieur **FABRE** au profit de son épouse et de ses deux enfants a été constatée dans une attestation dressée après ledit décès par Me CAMILLE, notaire sus nommé, le 20 juillet 2001, dont une expédition a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 06 août 2001, volume 2001P, n° 4963.

Etant ici précisé qu'aux termes de ladite attestation de propriété Madame veuve **FABRE** a fait, relativement à la donation à elle consentie par son époux, une déclaration d'option pour son application au quart en pleine propriété et aux trois/quarts en usufruit des biens composant sa succession.

IV – CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

CONDITIONS PARTICULIERES

§ 1 - L'adjudicataire futur devra faire son affaire personnelle de toutes locations ou occupations des locaux présentement vendus.

A ce sujet, il devra se renseigner, directement et personnellement sur la situation locative des biens et droits immobiliers, tant auprès des locataires ou occupants que de l'Administration de l'Enregistrement.

Les renseignements qui pourront être donnés par le poursuivant ou le rédacteur du présent, ne vaudront qu'à titre de simples indications, sans garantie.

De par son adjudication, l'adjudicataire futur sera réputé avoir une exacte connaissance de la situation locative des biens vendus, et il sera subrogé dans tous les droits, charges et obligations des vendeurs, sans pouvoir exercer de recours contre le poursuivant de ce chef.

Il appartiendra à l'adjudicataire de faire son affaire personnelle de la régularité ou de l'irrégularité du bail non concédé par le véritable propriétaire.

§ 2 - L'adjudicataire futur devra faire son affaire personnelle de la présence dans les locaux vendus, de meubles meublants qui ne seront en aucun cas compris dans la présente vente.

Il ne pourra en aucun cas exercer de recours contre le poursuivant ou le rédacteur du présent, du fait de la présence de meubles dans les locaux et il ne pourra non plus disposer de ceux-ci.

§ 3 - L'adjudicataire futur devra faire son affaire personnelle des servitudes ainsi que des servitudes d'urbanisme et administratives pouvant grever les biens et droits immobiliers présentement vendus.

De par son adjudication, il sera réputé avoir une exacte connaissance de ces règles administratives et n'aura aucun recours contre le poursuivant de ce chef.

DROITS DE PREEMPTION OU DE SUBSTITUTION

Les biens et droits immobiliers mis en vente pourront le cas échéant faire l'objet, si les conditions sont remplies, de l'un des droits de préemption ou de substitution institués par les textes en vigueur.

En particulier il est précisé que selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^o/ du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction."

§ 4 – Dossier de diagnostic technique

Conformément à l'ordonnance n° 2005-655 du 8 Juin 2005, à la Loi n° 2006-872 du 13 Juillet 2006 et à la Loi du 30 Décembre 2006, un dossier de diagnostic technique comprend dans les conditions définies qui les régissent, les documents suivants :

- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux et de produits contenant de l'amiante prévu à l'article L.1334-13 du même Code,
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'Article L.133-6 du présent Code,
- le diagnostic de performance énergétique prévu à l'Article L.134-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Le dossier de diagnostic technique en cours de validité est annexé au présent cahier des conditions de vente.

§ 5 - Il est rappelé à l'adjudicataire futur, les dispositions de l'article 20 nouveau de la loi du 10 juillet 1965 sur la copropriété, aux termes duquel lors de la mutation à titre onéreux d'un lot de copropriété, et si le vendeur n'a pas présenté au Notaire un certificat du syndic de la copropriété ayant moins d'un mois de date, attestant qu'il est libre de toute obligation à l'égard du Syndicat, avis de la mutation doit être donné par le notaire au syndic de l'immeuble, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 15 jours à compter de la date du transfert de propriété.

Ledit article 20 étant applicable aux Enchères Publiques, s'il n'a pas été produit un certificat du syndic de la copropriété attestant que le copropriétaire est libre de toute obligation à l'égard du syndicat de la copropriété, avis de la mutation doit être faite au Syndic par lettre recommandée avec accusé de réception à la diligence du poursuivant.

Avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la réception de cet avis, le syndic peut former par acte extrajudiciaire, au domicile élu par le poursuivant chez son avocat, opposition au versement du prix de la vente pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire. Cette opposition conforme à l'article 5-1 du décret du 17 mars 1967 contient élection de domicile dans le ressort du tribunal de grande instance de la situation de l'immeuble et, à peine de nullité, énonce le montant et les causes de la créance. Les effets de l'opposition sont limités au montant ainsi énoncé.

Tout paiement ou transfert amiable ou judiciaire du prix opéré en violation des dispositions de l'article précité est inopposable au syndic ayant régulièrement fait opposition.

L'opposition régulière vaut au profit du syndicat mise en œuvre du privilège immobilier spécial mentionné à l'article 19-1 nouveau de la loi du 10 juillet 1965.

En outre, l'adjudicataire devra respecter les dispositions de l'article 6 du décret précité du 17 mars 1967 en avisant le syndic de la mutation pour le cas où le poursuivant ne le fasse pas.

L'adjudicataire futur devra se conformer aux règlements de copropriété en volume et vertical.

§ 5 bis - Conformément aux dispositions de l'article 45-1 de la loi N° 65-557 du 10 juillet 1965 précitée, l'adjudicataire futur peut, à sa demande, prendre connaissance chez le syndic de la copropriété du carnet d'entretien de l'immeuble établi et tenu à jour par ce même syndic, ainsi que du diagnostic technique établi dans les conditions de l'article L.111-6-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il est ici précisé que le syndic de la copropriété est :

S'agissant du 1^{er} lot de vente : le cabinet GESTION DU GOLFE 9, avenue Camille Pelletan 13270 FOS SUR MER

S'agissant du 2nd lot de vente : le cabinet CITYA LES CARMES IMMOBILIER 4, boulevard Jean Marie l'Huillier 13800 ISTRES.

PRIVILEGE SPECIAL MOBILIER DU TRESOR PUBLIC

Le rédacteur du présent cahier des conditions de vente informe l'adjudicataire futur qu'en raison des dispositions de l'Article 1920.1° du Code Général des Impôts, le Trésor Public bénéficie d'un privilège spécial mobilier pour le recouvrement des taxes foncières et des taxes assimilées (taxe d'enlèvement d'ordures ménagères) ainsi que pour la fraction de l'Impôt sur les Sociétés due par les sociétés à raison des revenus d'un immeuble.

Ce privilège porte sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles.

Ce privilège bénéficie d'un droit de suite et il atteint donc les revenus des immeubles imposés sans qu'il ne soit besoin de distinguer si ces immeubles sont restés la propriété du contribuable ou s'ils ont été vendus à l'amiable ou judiciairement.

Il appartient à l'adjudicataire futur de prendre tous renseignements préalablement à l'adjudication relativement à l'existence d'une créance de taxe foncière ou assimilée du Trésor Public et d'un avis à tiers détenteur délivré à la requête de ce dernier à tout locataire de l'immeuble sachant

que l'effet de cet avis à tiers détenteur demeurera après l'adjudication ou la vente amiable, le privilège étant attaché à l'immeuble.

Il en est de même pour la fraction de l'impôt sur les sociétés ci-dessus relatée, le tout sous réserve des cas dans lesquels pour être conservé, ce privilège spécial immobilier doit être publié dans un registre (débitur commerçant ou personne morale de droit privé).

En aucun cas la responsabilité du poursuivant et de l'avocat rédacteur du présent cahier des conditions de vente ne pourra être recherchée de ce chef.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles 2190 à 2216 du code civil et le Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Article 2 – Modalités de la vente

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption, substitution et droits assimilés

Les droits de prémption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de prémption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article 2214 du code civil à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article 2212 du code civil.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente forcée ou de la vente amiable autorisée par le Juge de l'Exécution seront consignés entre les mains de LA CARPA D'AIX EN PROVENCE, désigné en qualité de séquestre, pour être distribué entre les créanciers visés à l'article 2214 du code civil.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, sont consignés entre les mains du séquestre désigné, produisent intérêts dans les termes prévus à l'article 13 ci-dessus, et sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Versement du prix de la vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de l'encaissement du prix, jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

Le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1er jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1er jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passée en force de chose jugée.

Article 23 – Purgé des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de 1er rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1er rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Article 26 – Rétribution de l'Avocat

La rétribution de la personne chargée de la distribution s'ajoute aux frais et émoluments de vente.

Elle est prélevée sur les fonds à répartir et supportée par les créanciers et le cas échéant le débiteur, au prorata de la somme qui revient à chacun d'eux, conformément aux dispositions de l'article 1281-11 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Cette rétribution sera calculée sur la base des dispositions de l'article 47 du Tarif de la postulation, renvoyant aux articles 2 et 4 lorsqu'il n'y aura qu'un seul créancier inscrit.

En cas de pluralité de créanciers et compte tenu de la complexité de la procédure de distribution, la rétribution de l'Avocat répartiteur sera calculée sur la base du Tarif des Mandataires Liquidateurs instauré par l'article R 663-30 du Code du Commerce à savoir :

- 4,5 % sur la tranche de 0 à 15.000 €,
- 3,5 % sur la tranche de 15.000 à 50.000 €
- 2,5 % sur la tranche de 50.000 à 150.000 €
- 1,5 % sur la tranche de 150.000 à 300.000 €
- 0,75 % au-delà de 300.000 €

Article 27 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

MISE A PRIX :

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

- **TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €) s'agissant du 1^{er} lot de vente,**
- **VINGT ET UN MILLE EUROS (21.000€) s'agissant du 2nd lot de vente**

Audience d'orientation :

Il sera statué sur les éventuelles contestations et demandes incidentes et il sera déterminé les modalités de poursuite de la procédure à l'audience d'orientation du : **Lundi 17 Février 2020 à 9 h 00**

Le présent cahier des conditions de vente a été fait, rédigé et dressé par moi, avocat poursuivant, en mon Cabinet, le 31 Décembre 2019.